

Commentaire sur le texte de Robert Choquette

Pierre Savard
Département d'histoire
Université d'Ottawa

À la veille de descendre la rivière des Outaouais puis le grand fleuve vers Stadaconé, je suis tombé sur une observation dans l'axe de notre réflexion. Constatant la rupture d'un consensus au Canada français, un témoin déclarait en 1979 : « les mutations des valeurs morales sont plus senties au Québec qu'en Acadie et plus en Acadie qu'en Ontario et dans l'Ouest »¹. Certes, la morale n'est pas la religion, mais les liens qui les unissent font de la première un indicateur non négligeable. De plus, ce jugement qui procède d'une belle assurance pourrait témoigner une fois de plus de la conscience qu'ont les Franco-Québécois d'être les plus évolués des francophones

1. Texte non signé du périodique *Neuve Église* destiné aux dirigeants laïques et cléricaux préoccupés de pastorale de l'Association des scouts du Canada en date de juin 1979. Sous le titre « La loi scout et la morale », l'auteur rappelle que le Québec francophone a rejeté vigoureusement le carcan légaliste de jadis. Soulignons qu'un mouvement de jeunesse comme le scoutisme constitue un point d'observation intéressant. C'est un mouvement répandu dans toute la francophonie canadienne et fort bien enraciné sur le plan local, plus précisément paroissial. Bien entendu, reste la question à savoir si le mouvement scout, à l'instar de bien des groupements canadiens-français hors Québec, ne serait pas empêtré dans « l'idéologie de conservation cléricalo-nationaliste ». De plus, une minorité n'aurait-elle pas irrésistiblement tendance à se replier sur des valeurs traditionnelles ? La réalité est plus complexe. Il faut faire ici la part des milieux et des traditions. Dans le cas de l'Ontario, on compte des zones plus traditionnelles que d'autres. Ottawa, par exemple, présente un éventail vaste depuis la modernité déchaînée jusqu'au traditionalisme des plus durs. Traditionalisme qui, en passant, fait se retrouver une poignée de francophones et d'anglophones à une même messe en latin langue commune ! Rarissime exemple de communauté chrétienne linguistiquement mixte...

d'Amérique². Paternalisme culturel qui n'est pas sans masquer souvent l'envie à l'endroit des frères francophones vivant dans des provinces ou des états plus riches et plus « modernes ». Quoi qu'il en soit, l'affirmation est de celles qui font réfléchir et qui mériteraient une étude. Elle ne nous fait que regretter, dans cet ouvrage, des textes sur la francophonie hors Québec, à part celui de Robert Choquette qui s'est volontairement limité à l'Ontario français.

QUESTIONS À ROBERT CHOQUETTE

C'est un tableau sans complaisance que Robert Choquette trace des Franco-Ontariens. Cependant, il en vient aussi à soutenir qu'ils ont été protégés dans leur langue et leur foi par un double mouvement. D'une part, la lutte pour la religion a entraîné la conservation de la langue. C'est la foi gardienne de la langue ! D'autre part, la lutte pour la langue a servi en même temps la foi. On trouve ici confirmation de l'axiome traditionnel : la langue gardienne de la foi³.

Celui qui connaît bien l'histoire religieuse de sa communauté pour l'avoir étudiée pendant trente ans rappelle qu'après 1960 « le ciel tombe sur la tête » des Franco-Ontariens. Réformes de Vatican II pas toujours bien digérées, montée du projet souverainiste au Québec (la rupture morale date des états généraux de 1967), ébranlements des fondements de l'appareil religieux et baisse spectaculaire de la pratique amènent une nouvelle donnée.

Tout en admettant que des efforts ont été faits pour colmater les brèches dans le bel édifice de jadis, Robert Choquette, en

2. Sur l'attitude franco-québécoise face aux « minorités » de 1937 à 1968, voir Martel (1994). Nous avons évoqué le cas franco-ontarien (1993). Voir aussi notre conférence de 1977.

3. Sur ces questions plus complexes que ne le laisse croire un discours patriotique réducteur, voir entre autres les propos de Richard Joly dans *Quand on prend sa langue pour une culture* (1989). Ce livre, à contre-courant, a été publié sous les auspices de l'ACELF dont le patriotisme canadien-français est au-dessus de tout soupçon et qui ne saurait être accusée de saper les traditions religieuses...

conclusion, invite l'Église catholique à la conversion, c'est-à-dire à un processus de retour aux sources chrétiennes, qui sera à la fois une façon de surmonter la modernité et d'affirmer son authenticité.

L'auteur soulève de grandes questions auxquelles les réponses ne sont pas simples. L'État ontarien qui a fait beaucoup depuis un quart de siècle pour sa minorité (afin de réparer des décennies de traitement méprisant et injuste) aurait, par son action, accéléré la sécularisation des Franco-Ontariens. L'octroi des écoles secondaires publiques en 1967, françaises à condition de ne pas être confessionnelles, constitue à mon avis une illustration de la thèse de Choquette. D'ailleurs, quand les Franco-Ontariens seront placés face à un véritable choix dans les années 1980, les deux tiers des parents enverront leurs enfants à l'école catholique entièrement subventionnée par la province de préférence à l'école non confessionnelle francophone également subventionnée.

L'ignorance des étudiants de Robert Choquette en matière de culture religieuse ne m'apparaît pas, par contre, un phénomène spécifiquement franco-ontarien. Même s'ils sont le produit d'écoles primaires confessionnelles pour la plupart, n'oublions pas que ces jeunes ont été exposés aux silences de l'agnosticisme sinon à l'anticléricalisme de leurs parents comme c'est le cas au Québec francophone depuis trente ans.

Robert Choquette aurait pu évoquer une question qui intrigue les catholiques vivant en milieux homogènes. Est-ce que les Franco-Ontariens en contact continu avec des concitoyens d'autres confessions ont profité de ce pluralisme religieux ? Ont-ils adopté une attitude de tolérance sinon de compréhension ? On peut suggérer ici que la rigoureuse séparation en paroisses linguistiques a peu favorisé les contacts à l'intérieur même de l'Église. À preuve le travail dans les groupements communautaires qui s'est fait jusqu'à récemment dans des cadres catholiques. Enfin, s'il n'est pas *politically correct* de soulever la question, on doit se demander si la sécularisation n'a pas accéléré les transferts linguistiques, « mal suprême » en terre minoritaire ? Comme au Québec, on a bien tenté de faire de la langue la valeur fétiche dans un monde qui n'ose évoquer d'autres valeurs de peur d'être accusé d'entraves à la liberté. Mais est-ce là assez pour bâtir un consensus culturel ?

DU CÔTÉ DES SOCIOLOGUES

Robert Choquette brosse à grands traits une évolution plus que séculaire. Un autre éclairage nous est fourni par des analyses de sociologie religieuse. Analyses hélas trop rares pour ce qui est de l'Ontario français où la mode de compter les messalisants a fait long feu comme ailleurs. Je me contenterai ici de rappeler deux études qui apportent de l'eau au moulin des optimistes, non sans soulever d'autres questions.

En novembre 1982, au colloque « La langue et la foi » du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, Denis Pion, professeur de l'Université de Sudbury et jésuite, livrait les fruits d'une enquête d'une douzaine d'années dans le nord de l'Ontario, qui compte jusqu'à 50 % de Franco-Ontariens dans certaines agglomérations. Les neuf dixièmes des francophones de tous les âges qu'il a interrogés se déclarent croyants en Dieu. C'est chez les étudiants de l'Université Laurentienne de Sudbury (à laquelle l'Université de Sudbury, catholique, est fédérée) que la proportion est la plus basse. Cependant, le lien traditionnel langue/foi est irrémédiablement rompu chez les Franco-Ontariens : il n'y a pas de corrélation significative entre identification religieuse et identification ethnique. Les mariages mixtes tant religieux que linguistiques et la participation aux organisations interconfessionnelles témoignent de cet état d'esprit. Quant au sentiment religieux, il reste fort et il croît avec l'âge des répondants. Quatre répondants sur cinq, de tous âges, se disent intéressés à entendre parler de religion. Pour sa part, la pratique religieuse reste élevée de même que la participation à des mouvements religieux. Mais les connaissances religieuses s'avèrent plutôt faibles tandis que règne une crise de confiance envers l'Église. Plus qu'une critique de la religion, il s'agit ici d'une remise en question des enseignements de l'Église, de la conduite de ses ministres et de son organisation⁴.

4. Comparer avec le tableau du Franco-Ontarien que brosse en 1974 le jésuite Lorenzo Cadieux (1975) qui appartient à une autre génération. Ici, l'observateur défend manifestement une vision traditionnelle.

En février 1989, Simon Laflamme et Donald Dennie (1990), sociologues à l'Université Laurentienne, se livrent à une autre enquête auprès de 1 500 étudiants et étudiantes inscrits dans les écoles du Nord-Est ontarien tant au secondaire qu'au post-secondaire (collèges communautaires et universités). L'enquête évoque la religion au passage seulement, mais elle comprend l'espace étudié une dizaine d'années plus tôt. Parmi les sondés dont la moyenne d'âge est 16-17 ans, 88 % affirment appartenir à une religion. Moins de 5 % déclarent n'appartenir à aucune. On note également que 10 % se disent « très pratiquants » tandis que 9 % ne pratiquent pas du tout. Il y a 11,5 % de non-répondants à cette question de la pratique. Ces chiffres amènent à nuancer le tableau d'une jeunesse décrochée de « la religion organisée »...

Pour conclure ce bref commentaire limité forcément à l'Ontario français, rappelons qu'il existe bien des similitudes entre les communautés francophones québécoise et ontarienne face au religieux. La thèse de Micheline Milot (1991) sur les parents et l'école confessionnelle par exemple colle bien à la réalité franco-ontarienne *mutatis mutandis*. C'est pourquoi bien des souhaits de Robert Choquette pourraient s'adresser aux Franco-Québécois.



Bibliographie

Cadieux, Lorenzo (1975), « Commentaire », dans Pierre Savard (dir.), *Actes du colloque sur la situation de la recherche sur la vie française en Ontario tenue à l'Université d'Ottawa les 28 et 29 novembre 1974*, Montréal, ACFAS, Ottawa, CRCCF, p. 272-277.

Laflamme, Simon et Donald Dennie (1990), *L'ambition démesurée : enquête sur les aspirations et les représentations des étudiants et étudiantes francophones du nord-est de l'Ontario*, Sudbury, Institut franco-ontario : Prise de parole.

Martel, Marcel (1994), « Les relations entre le Québec et les francophones de l'Ontario : de la survivance aux *dead ducks*, 1937-1969 », thèse de Ph.D., histoire, York University.

Milot, Micheline (1991), *Une religion à transmettre ? Le choix des parents. Essai d'analyse culturelle*, Québec, PUL.

Pion, Denis (1983), « Croyance et incroyance chez les Nord-Ontariens. Bilan de la dernière décennie », *Bulletin du Centre de recherche en civilisation*

canadienne-française de l'Université d'Ottawa, 26 (avril). Reproduit dans Pierre Savard (dir.), *Aspects de la civilisation canadienne-française*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, p. 187-194.

Savard, Pierre (1977), « Les Franco-Ontariens face au Québec », dans Robert Vigneault (dir.), *Langue, littérature, culture au Canada français*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, p. 25-34.

Savard, Pierre (1993), « Relations avec le Québec », dans Cornelius Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, p. 231-263.